Spedizione in abbonamento postale

Anno 101° — Numero 11

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Venerdì, 15 gennaio 1960 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TEL. 650-139 651-236 651-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO-LIBRERIA DELLO STATO-PIAZZA G. VERDI 10, ROMA-TEL. 841-089 848-184 841-737 866-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 10.020 - Semestrale L. 5520
Trimestrale L. 3010 - Un fascicolo L. 50
Fascicoli annate arretrate: il doppio
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 10.020 - Semestrale L. 5520
Trimestrale L. 3010 - Un fascicolo L. 50
Fascicoli annate arretrate: il doppio
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via del Tritone n. 61/A-61/B; in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46/r e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in Roma presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni – via XX Settembre – Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Napoli e Firenze, possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1959

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 24 dicembre 1959, n. **1170.**

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo fra l'Italia e la Svizzera concernente la circolazione degli autoveicoli ed il traffico stradale, concluso a Zurigo il 19 settembre 1957.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Accordo fra l'Italia e la Svizzera concernente la circolazione degli autoveicoli ed il traffico stradale, concluso a Zurigo il 19 settembre 1957.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo indicato nell'articolo precedente a decorrere dalla sua entratta in vigore, in conformità dell'art. 11 dell'Accordo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 24 dicembre 1959

GRONCHI

SEGNI — PELLA — TAVIANI — TOGNI — ANGELINI

Visto, *il Guardasigilli:* GONELLA

Accord entre l'Italie et la Suisse relatif à la circulation des véhicules automobiles et aux transports routiers

Le Gouvernement de la République Italienne, d'une part, et le Conseil Fédéral Suisse, d'autre part, animés du même désir d'améliorer les conditions de la circulation des véhicules automobiles et des transports routiers entre les deux Etats, ont conclu l'accord suivant et nommé leurs plénipotentiaires, savoir

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE

M. Federico FIRPO, directeur général de l'Inspectorat général de la motorisation, à Rome,

LE CONSEIL FEDERAL SUISSE

M. Joseph HAENNI, sous-directeur de l'Office fédéral des transports, à Berne,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Article premier

La circulation automobile et les transports routiers entre l'Italie et la Suisse sont régis par les dispositions du présent Accord. Sont réservés les accords internationaux auxquels les deux Etats contractants sont parties, en tant qu'ils règlent les questions non visées par le présent Accord ou qu'ils contiennent des dispositions plus libérales. Quant au reste, les véhicules automobiles, leur utilisation, leurs conducteurs, les personnes ou choses transportées, sont soumis aux lois et prescriptions de l'Etat contractant sur le territoire duquel ils se trouvent, notamment en ce qui concerne la douane, la circulation routière et la police.

TRANSPORTS DE VOYAGEURS

Art. 2

(Transports libres)

Les transports touristiques de voyageurs sont libres. Cette disposition s'appliquera chaque fois que les mêmes voyageurs sont transportés par le même véhicule:

a) soit au cours d'un voyage circulaire dont les points de départ et d'arrivée se trouvent dans l'Etat où les véhicules sont immatriculés;

b) soit au cours d'un voyage partant d'une localité du pays d'immatriculation du véhicule à destination de l'autre pays, sous réserve toutefois que le véhicule revienne à vide au pays de départ, sauf autorisation contraire.

Art. 3

(Services réguliers de lignes)

a) Le service international de ligne, même en transit, est subordonné à l'octroi d'une concession conformément aux dispositions légales de chacun des deux Etats contractants.

b) Sont considérés comme services de lignes en transit, au sens du présent Accord, les transports partant de l'un des Etats contractants pour traverser l'autre Etat à destination d'un troisième Etat, sans que des passagers soient pris ou déposés dans l'Etat traversé.

c) Les taxes perçues pour l'octroi de la concession ne devront pas être supérieures à celles qui sont exigées, dans les mêmes conditions, des habitants du pays en cause.

d) Les entreprises italiennes qui effectuent des transports réguliers de personnes sur la base d'une concession délivrée par le Gouvernement italien peuvent entrer sur territoire suisse jusque sur la place de la gare de Chiasso, sans paiement de taxe, pour prendre en charge des voyageurs, à condition d'avoir obtenu une autorisation de l'autorité suisse compétente. Les voyageurs pris en charge à Chiasso doivent se rendre en Italie.

Art. 4

Tous les autres transports non prévus par les articles 2 et 3 pourront être autorisés de cas en cas par les autorités compétentes des Etats contractants.

TRANSPORTS DE CHOSES

Art. 5

a) Les transports routiers de choses entre les Etats contractants sont libres, y compris le déplacement des véhicules à vide. Un régime d'autorisations pourra être introduit moyennant accord entre les deux Etats contractants.

b) Les Etats contractants prennent l'engagement de maintenir la liberté du trafic routier en transit pour tous les transports de choses, y compris le transit de véhicules à vide.

Ne sont considérés en transit que les transports effectués par la même entreprise du lieu d'expédition

jusqu'au lieu de destination des choses, sans opérations de transbordement aux frontières du pays traversé. Des dérogations peuvent être apportées à cet égard en faveur des transbordements dans les ports maritimes des choses transportées par mer ou en faveur d'autres cas prévus par des arrangements spéciaux.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 6

Sont interdits les transports intérieurs de toutes catégories, soit de voyageurs soit de choses, effectués au moyen d'un véhicule immatriculé dans l'un des Etats contractants qui ont lieu exclusivement sur le territoire de l'autre, sauf autorisation pour des cas exceptionnels.

Art. 7

(Permis)

Le véhicule automobile immatriculé sur le territoire de l'un des Etats contractants peut circuler temporairement sur le territoire de l'autre Etat sur la base de son permis national de circulation. Il doit porter, outre la plaque d'immatriculation, le signe distinctif international.

Le conducteur qui possède un permis national de conduire délivré dans l'un des deux Etats contractants est autorisé à conduire temporairement dans le territoire de l'autre Etat contractant les véhicules automobiles des catégories pour lesquelles son permis est valable d'après sa législation nationale, tant qu'il n'y est pas domicilié.

Le même conducteur est autorisé à conduire sur le territoire de l'autre Etat non seulement les véhicules immatriculés dans le pays qui a délivré le permis national de conduire, mais également ceux de la même catégorie immatriculés dans l'autre pays, en tant qu'il s'agit de transports de personnes à titre privé, sans rémunération.

Chacun des Etats contractants peut déclarer non valable sur son territoire un permis de circulation ou de conduire établi par l'autre Etat aux conditions de refus ou de retrait de permis prévues par la législation nationale. Les mesures prises dans ce sens seront notifiées à une autorité centrale de l'autre Etat en tant qu'elles ne concernent pas un ressortissant de l'Etat qui les a prises.

Art. 8

(Assurance responsabilité civile)

Chacun des Etats contractants peut exiger, lors de l'entrée sur son territoire d'un véhicule automobile provenant du territoire de l'autre Etat, une garantie pour la réparation des dommages que pourrait causer ce véhicule.

La garantie exigée ne peut dépasser celle qui est réclamée des détenteurs ou conducteurs de véhicules indigènes de la même catégorie.

La garantie peut être fournie moyennant la carte internationale d'assurance automobile ou par tout autre document reconnu par l'Etat qui demande la garantie.

Demeurent réservées les garanties spéciales à fournir par les services de ligne pour le transport de voyageurs soumis à une concession, ainsi que les clauses des traités internationaux que les deux Etats pourraient signer.

Art. 9

(Imposition fiscale)

En Italie, les véhicules à moteur suisses et leurs remorques seront astreints à une taxe ou un impôt au plus tôt lorsqu'ils auront séjourné pendant plus de 90 jours dans l'année, à compter de la première entrée, sur le territoire italien. La taxe ou l'impôt sera exigible — pour le reste de l'année — de la façon suivante:

a) pour les camions, les autocars et les remorques:
à raison de 1/36 de la taxe annuelle de circulation pour chaque période de 10 jours ou fraction de celle-ci, au cours de laquelle lesdits véhicules auront séjourné en Italie;

b) pour les autres véhicules automobiles:
à raison de 1/12 de la taxe annuelle de circulation pour chaque période d'un mois ou fraction de celle-ci au cours de laquelle lesdits véhicules auront séjourné en Italie.

En Suisse, les véhicules à moteur italiens et leurs remorques ne seront astreints à une taxe ou un impôt qu'après un séjour de 90 jours consécutifs. L'impôt pourra porter sur toute la durée du séjour. Les cantons qui le désireraient auront, toutefois, la faculté d'appliquer le système prévu à l'alinéa précédent, pourvu que le Gouvernement italien ait été avisé en temps utile de leurs intentions à cet égard.

DISPOSITIONS FINALES

Art. 10

(Abrogation)

Le présent Accord abroge

— l'Accord entre le Gouvernement royal d'Italie et le Conseil fédéral suisse du 19 décembre 1930 concernant la circulation des véhicules à moteur entre les deux pays et les services publics de transports en commun des personnes empruntant le territoire du pays voisin, et

— l'Arrangement provisoire italo-suisse du 13 septembre 1951 concernant le trafic routier et la circulation des véhicules automobiles.

Art. 11

(Entrée en vigueur et dénonciation)

Le présent Accord sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Rome. Il entre en vigueur 15 jours après l'échange des instruments de ratification.

Il pourra être résilié, par chaque partie, moyennant avertissement donné trois mois d'avance pour la fin d'une année civile.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent Accord.

Fait à Zurich le 19 septembre 1957.

Pour le Conseil fédéral suisse
HAENNI

Pour le Gouvernement de la République Italienne
FEDERICO FIRPO

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
PELLA

LEGGE 24 dicembre 1959, n. **1171.**

Fissazione di un nuovo termine in sostituzione di quello previsto dall'art. 4 della legge 8 marzo 1949, n. 105, relativa alla normalizzazione delle reti di distribuzione di energia elettrica.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Articolo unico.

Il termine stabilito dall'art. 4 della legge 8 marzo 1949, n. 105, è fissato al 23 aprile 1962.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 24 dicembre 1959

GRONCHI

SEGNI — TOGNI — GONELLA — COLOMBO

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 18 novembre 1959, n. **1172.**

Inclusione degli abitati di Stroncone e delle sue frazioni Vasciano, Aguzzo, Coppe e Finocchieto, in provincia di Terni, fra quelli da consolidare a cura e spese dello Stato.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la legge 9 luglio 1908, n. 445;

Visto il decreto-legge luogotenenziale 30 giugno 1918, n. 1019;

Visto il parere del Consiglio superiore dei lavori pubblici n. 1294, emesso nell'adunanza dell'8 settembre 1959;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per i lavori pubblici;

Decreta:

A norma dell'art. 1, sub. 7, del decreto-legge luogotenenziale 30 giugno 1918, n. 1019, sono aggiunti, a tutti gli effetti della legge 9 luglio 1908, n. 445, titolo IV, agli abitati indicati nella tabella *D* allegata alla legge stessa (consolidamento di frane minaccianti abitati) quelli del comune di Stroncone e delle sue frazioni Vasciano, Aguzzo, Coppe e Finocchieto, in provincia di Terni.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 18 novembre 1959

GRONCHI

TOGNI

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 11 *gennaio* 1960
Atti del Governo, registro n. 123, *foglio n.* 17. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 18 novembre 1959, n. **1173.**

Autorizzazione alla Camera di commercio, industria e agricoltura di Grosseto ad acquistare tre porzioni di terreno site in Grosseto.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto 20 settembre 1934, n. 2011, che approva il testo unico delle leggi sui Consigli e sugli Uffici provinciali dell'economia, modificato con regio decreto-legge 3 settembre 1936, n. 1900, convertito nella legge 3 giugno 1937, n. 1000, e con regio decreto-legge 28 aprile 1937, n. 524, convertito nella legge 7 giugno 1937, n. 1387;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 21 settembre 1944, n. 315, sulla soppressione dei Consigli e degli Uffici provinciali dell'economia e la ricostituzione delle Camere di commercio, industria e agricoltura, nonchè degli Uffici provinciali del commercio e dell'industria;

Vista la legge 5 giugno 1850, n. 1037, ed il regio decreto 26 giugno 1864, n. 1817;

Vista la deliberazione n. 1195/961 del 30 dicembre 1958, con la quale la Camera di commercio, industria e agricoltura di Grosseto ha stabilito di acquistare tre porzioni di terreno della superficie complessiva di mq. 480,20, circa, site in comune di Grosseto, per realizzare la unificazione delle aree sulle quali insistono due fabbricati destinati ad alloggi degli impiegati camerali, nonchè per ottenere alcune rettifiche di confini;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro per l'industria e per il commercio:

Decreta:

Articolo unico.

La Camera di commercio, industria e agricoltura di Grosseto è autorizzata ad acquistare dagli eredi Londini, di Grosseto, tre porzioni di terreno della superficie complessiva di mq. 480,20, circa, site in comune di Grosseto, alle condizioni previste nella deliberazione n. 1195/961, del 30 dicembre 1958.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 18 novembre 1959

GRONCHI

COLOMBO

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 11 *gennaio* 1960
Atti del Governo, registro n. 123, *foglio n.* 18. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° novembre 1959, n. **1174.**

Erezione in ente morale della Cassa scolastica dell'Istituto tecnico agrario statale di Cesena (Forlì).

N. 1174. Decreto del Presidente della Repubblica 1° novembre 1959, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica dell'Istituto tecnico agrario statale di Cesena (Forlì) viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 4 *gennaio* 1960
Atti del Governo, registro n. 123, *foglio n.* 15. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 18 novembre 1959, n. 1175.

Riconoscimento, agli effetti civili, della elevazione in parrocchia della Curazia dei SS. Filippo e Giacomo ap., in comune di Padergnone (Trento).

N. 1175. Decreto del Presidente della Repubblica 18 novembre 1959, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Trento in data 16 aprile 1958, integrato con postilla del 24 aprile 1959, relativo alla elevazione in parrocchia della Curazia dei SS. Filippo e Giacomo ap., in comune di Padergnone (Trento).

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 4 gennaio 1960
Atti del Governo, registro n. 123, *foglio n.* 9. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 18 novembre 1959, n. 1176.

Riconoscimento della personalità giuridica della fondazione di religione denominata « Opera di Santa Teresa del Bambino Gesù », con sede in Ravenna.

N. 1176. Decreto del Presidente della Repubblica 18 novembre 1959, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della fondazione di religione denominata « Opera di Santa Teresa del Bambino Gesù », con sede in Ravenna, e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 4 gennaio 1960
Atti del Governo, registro n. 123, *foglio n.* 8. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 18 novembre 1959, n. 1177.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di San Giuseppe Artigiano, nel comune di Foligno (Perugia).

N. 1177. Decreto del Presidente della Repubblica 18 novembre 1959, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Foligno in data 18 ottobre 1958, integrato con tre dichiarazioni del 12 giugno 1959, relativo alla erezione della parrocchia di San Giuseppe Artigiano, nel comune di Foligno (Perugia).

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 4 gennaio 1960
Atti del Governo, registro n. 123, *foglio n.* 10. — VILLA

DECRETO MINISTERIALE 31 dicembre 1959.

Nomina dei componenti il Collegio sindacale della Banca nazionale del lavoro.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, sulla difesa del risparmio e sulla disciplina della funzione creditizia, e successive modificazioni e integrazioni;

Visto l'art. 36 dello statuto della Banca nazionale del lavoro, istituto di credito di diritto pubblico, con sede in Roma, approvato con proprio decreto del 24 marzo 1948, modificato con successivi decreti 11 agosto 1951, 3 giugno 1957 e 4 maggio 1959;

Considerato che occorre provvedere alla ricostituzione del Collegio sindacale della Banca predetta per il triennio 1960-1962;

Viste le designazioni pervenute;

Ritenuta l'urgenza;

Decreta:

Sono nominati sindaci effettivi della Banca nazionale del lavoro, istituto di credito di diritto pubblico, con sede in Roma, per il triennio 1960-1962, i signori:

Angiolillo dott. Alberto, Colitto dott. Saturnino, Minervino dott. Ariosto, Casali dott. Carlo, Palma dott. Giovanni.

Sono nominati sindaci supplenti della Banca stessa, i signori:

Ulzega dott. Aurelio, Bastari dott. Giovan Carlo e Galleasso dott. Giuseppe.

La presidenza del Collegio sindacale sarà assunta dal dott. Alberto Angiolillo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 31 dicembre 1959

Il Ministro: TAMBRONI

(139)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLE FINANZE

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 30 luglio 1959, registrato alla Corte dei conti il 6 ottobre 1959, registro n. 29 Finanze, foglio n. 27, è stato accolto il ricorso straordinario presentato dal sig. Alfredo Sanzi, già dipendente dei ruoli speciali transitori di gruppo *B* dell'Amministrazione provinciale delle imposte dirette, avverso il provvedimento del Ministero delle finanze n. 35922 del 21 marzo 1957, con il quale venne respinta la sua istanza intesa ad ottenere l'autorizzazione all'esercizio delle funzioni di assistenza e rappresentanza in materia tributaria.

(141)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

RIFORMA FONDIARIA

Determinazione di interessi relativi ad indennità liquidate per i terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria.

Con decreti Ministeriali in data 26 ottobre 1959, sono stati determinati gli interessi relativi alle indennità liquidate per i terreni espropriati nei confronti delle ditte di cui all'unito elenco vistato e trasferiti in proprietà agli Enti e Sezioni di riforma fondiaria.

I predetti interessi vengono corrisposti in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841, con gli arrotondamenti di cui all'art. 1 della legge 11 febbraio 1952, n. 70, richiamata dall'art. 6, ultimo comma, della legge 15 marzo 1956, n. 156.

I titoli di cui sopra vengono depositati presso gli Istituti di credito per ciascuna ditta specificati nell'elenco medesimo e saranno svincolati dal Tribunale competente ai sensi del combinato disposto degli articoli 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e 1 della legge 21 marzo 1953, n. 224.

Numero d'ordine	DITTA ESPROPRIATA	Decreto Presidenziale di espropriazione		Decreto Presidenziale di liquidazione indennità			Decreto Ministeriale liquidazione interessi				Ammontare indennità arrotondato (capitale nominale)	Ammontare interessi arrotondato (capitale nominale)	Istituto presso cui vengono depositati i titoli del Prestito per la riforma fondiaria	TESORERIA
					Gazz. Ufficiale		Data 26-10-1959	Registrazione alla Corte dei conti						
									Reg. Agric.					
		Data	N.	Data	N.	Data	N.	Data	N.	Foglio	Lire	Lire		
	Ente Puglia e Lucania													
1	GRASSI VINCENZO fu Nicola .	29-11-52	3044	29- 5-54	200	1- 9-54	5873/3777	10-12-59	18	28	5.470.000	315.000	Banco di Napoli Sede di Bari	Bari
2	IARRAPINO Pietro fu Tommaso	19-11-52	2100	16-10-54	16	21- 1-55	5921/3825	10-12-59	18	27	4.220.000	180.000	Id. Id.	Id.
3	IARRAPINO Pietro fu Tommaso e figlio Agostino Tommaso Angelo	19-11-52	2099	16-10-54	17	22- 1-5[illegible]	5943/3847	10-1 -59	18	26	.575.000	940.000	Id. Id.	Id.
4	LACAVA Maria fu Pietro . . .	27-12-52	3668	14- 1-54	74	31- 3-54	5874/3778	10-12-59	18	25	5.125.000	95.000	Id. Id.	Id.
5	LAURIA Margherita fu Stanislao	2- 4-52	254	15- 7-54	225	30- 9-54	5944/3848	10-12-59	18	24	17.260.000	1.835.000	Id. Id.	Id.
6	LAVIANO Michelangelo fu Diodato	29-11-52	2611	27- 3-56	131	28- 5-56	5945/3849	10-12-59	18	23	8.055.000	1.890.000	Id. Id.	Id.
7	LO BIANCO-CAPUTI-GUIDA Filippo fu Francesco	3-10-52	1726	7- 5-54	195	26- 8-54	5861/3765	10-12-59	18	22	3.150.000	215.000	Id. Id.	Id.
8	MALVINNI MALVEZZI Luigi fu Marco	19-11-52	2123	15- 7-54	227	2-10-54	5946/3850	10-12-59	18	21	1.050.000	45.000	Id. Id.	Id.
9	PARLATO Anna fu Michele .	28-12-52	4299	29- 5-54	200	1- 9-54	5876/3780	10-12-59	18	20	5.280.000	595.000	Id. Id.	Id.
10	PEDONE Cristina fu Luigi . .	28-12-52	4276	24- 8-54	254	5-11-54	5877/3781	10-12-59	18	19	835.000	40.000	Id. Id.	Id.
11	PERRONE Lorenzo fu Alfredo	28-12-52	4281	25- 9-55	273	26-11-55	5947/3851	10-1 -59	18	18	335.000	80.000	Id. Id.	Id.
12	RAPOLLA Maria-Rosaria fu Vito	14- 5-52	517	D.M. 8-11-58 n. 4987/2891	311	27-12-58	5954/3858	10-12-59	18	.7	63.095.000	21.090.000	Id. Id.	Id.
13	RIGIRONE Alberto fu Andrea	3-10-52	1736	31- 7-54	253	3-11-54	5878/3782	10-12-59	18	16	13.435.000	925.000	Id. Id.	Id.
14	ROMANO Candida fu Samuele	19-11-52	2197	23- 3-54	134	14- 6-54	5879/3783	10-12-59	18	15	535.000	20.000	Id. Id.	Id.
15	SIMONE Francesco fu Giuseppe	19-11-52	2230	24-12-54	64	18- 3-55	5880/3784	10-12-59	18	14	6.965.000	430.000	Id. Id.	Id.
16	SIPARI Cristina fu Francesco	27-12-52	3764	4- 2-55	105	7- 5-55	5862/3766	10-12-59	18	13	4.295.000	325.000	Id. Id.	Id.
17	SPAGNA Rocco di Nicola . . .	3-10-52	1740	1- 3-55	112	16- 5-55	5881/3785	10-12-59	18	12	4.910.000	335.000	Id. Id.	Id.
18	TAMBORRINI Italo di Luigi .	19-11-52	2139	22- 1-55	66	22- 3-55	5948/3852	10-12-59	18	11	3.030.000	155.000	Id. Id.	Id.
19	TORRE Luisa fu Gioacchino .	18-12-52	3299	2- 1-56	78	31- 3-56	5882/3786	10-12-59	18	10	2.965.000	350.000	Id. Id.	Id.
20	TORRE Salvatore fu Gioacchino	18-12-52	3301	2- 1-56	78	31- 3-56	5883/3787	10-12-59	18	9	4.825.000	570.000	Id. Id.	Id.
21	VALERIO Maria Concetta fu Ferruccio	3-10-52	1744	24-12-55	67	21- 3-56	5863/3767	10-12-59	18	8	4.335.000	1.275.000	Id. Id.	Id.
22	VERUSIO Tommaso fu Giovanni	28-12-52	4312	26- 9-54	288	16-12-54	5864/3768	10-12-59	18	7	200.000	5.000	Id. Id.	Id.
	Opera nazionale per i combattenti - Sezione speciale per la riforma fondiaria.													
23	FIENGA Ernesto fu Francesco	18-12-52	3129	3- 2-54	89	17- 4-54	5952/3856	10-12-59	18	6	1.630.000	475.000	Banco di Napoli Sede di Roma	Roma
	E.T.F.A.S.													
24	TICCA Giovanni Maria fu Francesco	3-10-52	1634	1- 3-55	112	16- 5-55	5949/3853	10-12-59	18	5	3.130.000	35.000	Banca Naz.le del Lavoro Sede di Cagliari	Cagliari

Roma, addì 17 dicembre 1959

Visto, p. *il Ministro*: SCARANTINO

(6950)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 10

Corso dei cambi del 14 gennaio 1960 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	620,94	620,90	620,80	620,93	620,90	—	620,90	621 —	620,90	620,99
$ Can.	651,15	651,50	651,25	651,625	650,50	—	651,625	651,10	651,25	651,25
Fr. Sv.	143,60	143,59	143,65	143,63	143,65	—	143,62	143,70	143,65	143,60
Kr. D.	89,86	89,86	89,85	89,84	89,90	—	89,825	89,85	89,85	89,85
Kr. N.	86,84	86,82	86,83	86,82	86,85	—	86,81	86,85	86,83	86,33
Kr. Sv.	119,88	119,87	119,86	119,95	119,85	—	119,835	119,90	119,88	119,87
Fol.	164,50	164,52	164,52	164,50	164,45	—	164,48	164,50	164,50	164,51
Fr. B.	12,43	12,442	12,44625	12,4475	12,44375	—	12,443	12,43	12,44	12,44
Fr. Fr.	126,50	126,48	126,48	126,46	126,40	—	126,44	126,50	126,49	126,48
Lst.	1737,80	1737,50	1737,375	1737,57	1737,50	—	1737,55	1737,70	1737,65	1737,50
Dm. occ.	148,91	148,90	148,92	148,92	148,85	—	148,90	148,95	148,90	148,87
Scell. Austr.	23,90	23,895	23,985	23,8975	23,85	—	23,89	23,90	23,89	23,89

Media dei titoli del 14 gennaio 1960

Rendita 3,50 % 1906	72,70
Id. 3,50 % 1902	71,50
Id. 5 % 1935	103,60
Redimibile 3,50 % 1934	95,075
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	84,80
Id. 5 % (Ricostruzione)	98,65
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	96,30
Id. 5 % 1936	99,525
Id. 5 % (Città di Trieste)	96,35
Id. 5 % (Beni Esteri)	96,20
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1960)	100,55
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	100,675
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	100,625
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963)	100,70
Id. 5 % (» 1° aprile 1964)	100,70
Id. 5 % (» 1° aprile 1965)	100,90
Id. 5 % (» 1° aprile 1966)	100,925
Id. 5 % (» 1° gennaio 1968)	101 —
B. T. Poliennali 5 % (» 1° ottobre 1966)	100,625

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 14 gennaio 1960

1 Dollaro USA	620,915
1 Dollaro canadese	651,625
1 Franco svizzero	143,625
1 Corona danese	89,832
1 Corona norvegese	86,815
1 Corona svedese	119,892
1 Fiorino olandese	164,49
1 Franco belga	12,445
100 Franchi francesi	126,45
1 Lira sterlina	1737,56
1 Marco germanico	148,91
1 Scellino austriaco	23,894

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di diploma originale di laurea

Il dott. Gian Luigi Ragazzoni nato ad Alessandria il 19 aprile 1924, ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma originale di laurea in farmacia rilasciatogli dalla Università di Genova a seguito degli esami conclusivi da lui sostenuti il 26 febbraio 1949.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo all'Università di Genova.

(110)

Esito di ricorsi

Con decreto del Presidente della Repubblica 16 agosto 1959, registrato alla Corte dei conti il 17 settembre 1959, registro n. 117 Pubblica istruzione, foglio n. 105, è stato dichiarato inammissibile il ricorso straordinario prodotto dal prof. Franco Coscarella, avverso il provvedimento ministeriale n. 9628/12/4 del 7 ottobre 1954, con il quale lo stesso prof. Coscarella veniva segnalato ai provveditori agli studi per la sua esclusione dall'insegnamento nelle scuole statali e non statali, nonchè avverso l'atto successivo n. 51 del 21 dicembre 1954, con il quale il preside del Collegio « Cristo Re » di Roma ne disponeva la cessazione dall'insegnamento.

(98)

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 26 maggio 1959, registrato alla Corte dei conti il 19 settembre 1959, è stato dichiarato inammissibile il ricorso al Governo della Repubblica prodotto dalla signora Bigi Vera contro il provvedimento ministeriale con il quale veniva comunicato il parere negativo del Ministero all'approvazione del progetto di lottizzazione della proprietà Bigi sita in Perugia, via del Bucaccio

(133)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Varianti al piano di ricostruzione di Palestrina

Con decreto Ministeriale 9 gennaio 1960, n. 75, sono state approvate, previa decisione sulle opposizioni presentate, respinte le varianti 1 e 8, stralciate le varianti 4 e 7, le varianti 2 e 5 e sono state approvate — con le limitazioni di cui alle premesse del decreto medesimo — le varianti 3 e 6 relative al piano di ricostruzione di Palestrina, vistate in una planimetria in scala 1:1000 e una in scala 1:2000.

Per l'esecuzione delle opere di cui alle varianti di cui sopra è assegnato lo stesso termine di validità del piano di ricostruzione originario di Palestrina che, giusta il disposto dell'art. 2 della legge 28 marzo 1957, n. 222, è prorogato fino al 30 giugno 1960.

(131)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Avviso relativo alla pubblicazione delle relazioni ed esiti dei concorsi per titoli, integrati da un colloquio, a posti di direttore titolare delle Scuole statali d'arte.

In data 3 dicembre 1959, nel Bollettino ufficiale parte 2ª di questo Ministero, sono pubblicate le seguenti relazioni ed esiti dei concorsi indetti con decreto Ministeriale 19 luglio 1958, a posti di direttore titolare delle Scuole statali d'arte di:

a) Castellamonte;
b) Cefalù;
c) Nove;
d) Sciacca;
e) Velletri.

(134)

MINISTERO DEL COMMERCIO CON L'ESTERO

Avviso di rettifica

Nel decreto Ministeriale 9 novembre 1959 « Composizione della Commissione esaminatrice del concorso per esami a posti di consigliere di 3ª classe in prova nel ruolo organico della carriera del personale direttivo del Ministero del commercio con l'estero » pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 300 del 12 dicembre 1959, nel sommario e nel titolo, in luogo di « ..... quattro posti di consigliere ..... » leggasi « ..... quattordici posti di consigliere ..... ».

(146)

PREFETTURA DI MILANO

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario igienista vacanti nel comune di Milano.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI MILANO

Visto il proprio decreto n. 2842 del 26 giugno 1959, con il quale è stato bandito pubblico concorso per titoli ed esami a quattro posti di veterinario igienista vacanti presso il comune di Milano;
Visto l'art. 62 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;
Visto l'art. 12 del decreto del Presidente della Repubblica n. 865 del 10 giugno 1955;
Vista la designazione del comune di Milano;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei quattro posti di veterinario igienista di cui alle premesse, è costituita come segue:

Presidente:
Villa dott. Dionisio, vice prefetto.

Componenti:
Bottazzi dott. Filippo, ispettore generale veterinario;
Seren prof. Ennio, docente di clinica medica veterinaria;
Nardelli prof. Lino, docente di anatomia patologica veterinaria;
Angelucci prof. Nello, veterinario ispettore del comune di Milano.

Segretario:
Barile dott. Michele, direttore di sezione della prefettura di Milano.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese della data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il presente decreto sarà inoltre pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di questa Prefettura.

Milano, addì 30 dicembre 1959

Il prefetto: VICARI

(120)

PREFETTURA DI NOVARA

Varianti alla graduatoria delle vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Novara.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI NOVARA

Visto il decreto pari numero in data 28 luglio 1959, col quale sono state assegnate le condotte ostetriche vacanti in questa Provincia alla data del 30 novembre 1956 alle vincitrici del concorso bandito con decreto in data 10 giugno 1957, n. 7971;
Vista la graduatoria approvata con decreto pari numero del precedente in data 1° luglio 1959;
Considerato che a seguito di rinuncia sono rimaste vacanti e disponibili le condotte ostetriche di Borgomanero e del Consorzio di Valstrona-Loreglia-Germagno e Massiola;
Ritenuta, pertanto, la necessità di provvedere alla assegnazione delle predette condotte secondo l'ordine di graduatoria delle concorrenti dichiarate idonee e delle preferenze a suo tempo indicate;
Visto l'art. 26 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Le ostetriche Melone Isella e Lancini Maria sono rispettivamente assegnate alla condotta di Borgomanero e alla condotta di Valstrona-Loreglia-Germagno e Massiola.

Il presente decreto sarà inserito e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale*, nel Foglio annunzi legali della provincia di Novara e pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e dei Comuni interessati.

Novara, addì 29 dicembre 1959

p. *Il prefetto*: SURIANO

(123)

PETTINARI UMBERTO, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.